

INFO – GREHSS

n° 26

14 septembre 2021

Un combat pour la reconnaissance

En publiant ce témoignage d'Eliane Leplay, nous balisons une longue période qui a vu l'entrée des sciences sociales et le développement de l'espace donnée à la méthodologie d'intervention dans les programmes de formation initiale, la reconnaissance par un diplôme (DSTS) des formations post diplôme d'Etat, les relations avec l'Université et la place importante de la recherche en travail social. Ces éléments, ainsi les nombreuses prises de positions et projets d'associations et, surtout, l'importante mobilisation des assistantes sociales en 1990-1991, font partie d'un long processus qui a abouti à la reconnaissance du grade licence pour les formations à bac plus trois. Eliane Leplay est bien placée pour témoigner de tout cela : formatrice embauchée à l'Ecole des Surintendantes pour mettre en place la première année d'études après la suppression de l'année commune avec les infirmières, responsable de la formation permanente dans cette école puis directrice, fondatrice et présidente du Comité de Liaisons des Centres de formations permanentes et supérieures en travail social, présidente d'AFFUTS dont la revue est Forum. Avec la publication de ce texte, Info GREHSS poursuit sa politique de recueil de témoignages sur divers moments, institutions, territoires d'action du service social. Nous faisons appel à tous ceux et celles qui nous lisent pour nous envoyer des témoignages significatifs.

Henri PASCAL président du GREHSS

Sommaire	Pages
PASCAL Henri <i>Un combat pour la reconnaissance</i>	1
LEPLAY Eliane <i>Histoire d'un combat pour la reconnaissance</i>	2
Activités du GREHSS	8
Vie de l'association	10
Décès d'Hélène Massa	11
Du côté de l'histoire du travail social	11
Annonce : Journée de Pau	14
Bulletin d'adhésion	15

Histoire d'un combat pour la reconnaissance du niveau licence du DEAS, la création du diplôme supérieur en travail social et pour la recherche en travail social

De mai 1968 à la formation de superviseur

En 1968 a eu lieu un combat historique des formateurs et des étudiants des écoles de service social, très majoritairement privées (plus de 80 %) ; ce combat a permis d'obtenir :

- 1- L'accès d'une formation entièrement payante par les étudiants (ou leur famille) à une formation devenue gratuite : financée par l'Etat ;
- 2- La première année de formation infirmière devient une année de formation « sociale » ;
- 3- Le niveau d'entrée en première année est devenu l'obligation du Baccalauréat.

En Septembre 1968 j'ai été embauchée pour organiser la nouvelle première année « sociale » du DEASS à l'École des surintendantes (future ETSUP).

Après ma préparation (payante) du DEASS en 3 ans (1954-1957) et durant mes 10 ans d'activité professionnelle (1958-1968), je venais de bénéficier, en formation continue, des enseignements de professeurs des universités américaines venues nous enseigner en France, après la guerre, leurs méthodes d'intervention en Travail Social qu'on appelait aussi « Théories de la pratique ». J'ai suivi la formation de 3 ans au Casework 1961-1964 et la formation de superviseur de 4 ans 1966 -1970. Tout cela dans la même école.

En Septembre 1969, avec deux autres collègues de cette école, nous avons été admises à l'université de Paris 7 en année de licence de « psychologie clinique » (donc avec un niveau DEUG reconnu) Mais nous nous sommes fait exclure à la rentrée du 2° semestre, après Pâques (alors que j'avais validé mes 4 UE du premier semestre avec une mention TB). Les décisions universitaires d'admission de Septembre 1969 ont donc été annulées en Mars 70 sans explication. J'ai alors mesuré l'écart entre :

- D'une part : Les Universités américaines, dans lesquelles le SOCIAL WORK est reconnu comme une discipline professionnelle et universitaire à part entière jusqu'aux Master et Doctorat, depuis la fin du 19° siècle ;
- D'autre part : Les Universités françaises qui ignorent cette discipline et ne peuvent établir aucune reconnaissance des diplômes professionnels de ce champ ni de leurs contenus enseignés.

La « supervision » de mon activité professionnelle de 1962 à 1965 durant 3 ans, m'a beaucoup influencée : je rencontrais tous les 15 jours à Paris une formatrice ayant à la fois

l'expérience professionnelle du travail social et une carrière de professeure de « Social Work » à l'université nord américaine de DETROIT (Michigan).

C'est ainsi que j'ai compris que cette activité professionnelle du Travail Social pouvait être objet de recherches permettant la construction de ses propres savoirs et de ses méthodes d'intervention par la recherche : leur enseignement étant reconnu aux USA, il devrait pouvoir être aussi reconnu de niveau universitaire, en France, comme dans d'autres pays d'Europe et comme pour d'autres champs de pratiques professionnelles.

J'y ai appris aussi que la supervision d'une activité professionnelle peut devenir un mode de formation, construit et à enseigner. C'est donc dans cette période de 1969-1970 que j'ai mesuré l'étendue du chantier pour que la formation au Service Social en France bénéficie un jour de ces possibilités d'évolution et, donc, d'obtenir un diplôme de formation initiale à BAC +3.

La lutte pour le DSTS

Mais c'est d'abord l'absence de diplômes reconnus et délivrés à la fin des formations continues et supérieures post DEASS, dans toutes les écoles de travail social en France, qui a déclenché ma lutte, en 1971, pour le Diplôme supérieur en travail social (DSTS).

C'est, auparavant, la lutte de 1970 des étudiantes d'une année de formation de superviseurs de 1966 à 1970 à l'École des Surintendantes » qui ont revendiqué un « diplôme de superviseurs en Travail social » au lieu d'un simple « certificat de présence à une formation de superviseurs » qui leur était délivré en fin de formation.

IL y avait notamment dans ce groupe Jeanine GROSJEAN qui deviendra présidente du CNESS en 1980 et Eliane LEPLAY qui deviendra en 1978 présidente du Comité de Liaison des centres de formations permanentes et supérieures en travail social. Elles seront toutes les deux élues en 1980 pour représenter le CNESS dans la négociation de la réforme du DEAS de 1980 sur la base d'un projet de programme des études élaboré collectivement et voté à l'unanimité du CNESS ; ceci après avoir largement contribué à la création du DSTS en 1978. Ce sera l'expérience de la lutte pour le DSTS diplôme de formations continues et supérieures, qui inspirera aussi la lutte pour le diplôme de formation initiale des AS.

C'est aussi dans cette période que les universités ont été invitées par les pouvoirs publics à « professionnaliser » leurs enseignements ; c'est-à-dire à former des professionnels. Les universités, au début et longtemps, ont beaucoup résisté à cette injonction de professionnalisation. La loi de 1971, créant la formation continue en cours d'emploi, a incité alors les universités à professionnaliser leurs enseignements et donc à former des professionnels. C'est donc cette loi de 1971 sur « la formation continue » qui a permis et même obligé les écoles de service social à lutter pour une reconnaissance disciplinaire de niveaux universitaires pour les diplômes de Travail Social créés ou à créer, en formation continue et supérieure d'abord (et plus tard en formation initiale). Pourquoi ? Parce que cette loi de 1971 a permis aux universités de créer de nouveaux diplômes en Sciences Sociales et Humaines pour des professionnels en cours d'emploi : comme par exemple le SSAT (Sciences Sociales Appliquées au Travail), ou AES (Administration Economique et Sociale.) et d'offrir ainsi aux travailleurs sociaux l'accès à de nouveaux diplômes, ne

s'adressant pas à eux spécifiquement mais ouverts à eux : travailleurs sociaux souhaitant obtenir des diplômes mieux reconnus que leurs diplômes professionnels de travail social et cela tout en continuant à exercer leur métier.

Dès 1971 la volonté de mettre aussi le DEAS au même niveau que celui de la licence est ainsi née à l'École des surintendantes et organisée par une coopération entre cette Ecole professionnelle et l'Université Paris 7. C'est Jeanine THOMAS, directrice adjointe de l'École des surintendantes, qui a négocié la première convention de coopération avec l'université pour la licence de « Psychologie Clinique » de Paris 7 en 1971, grâce à des professeurs ouverts aux questions de la construction de savoirs professionnels dans d'autres champs de pratique, comme celui de la psychanalyse. Il y avait un combat à l'université entre la psychologie expérimentale et la psychologie clinique ; cette dernière était plus ouverte au travail social ; c'est donc par relation avec un professeur de l'Université Paris 7 que cette première convention a pu être signée en validant une grande partie du programme du DEAS moyennant des cours complémentaires à suivre en même temps à Paris 7, pour obtenir le double diplôme du DEAS et la licence de psychologie clinique, après avoir suivi et validé à l'université 4 autres unités de valeur, après le DEAS.

En 1972, devenue responsable des formations permanentes et supérieures de la même école, avec les formateurs concernés, nous avons regroupé dans la « *formation à l'approche globale et aux méthodes d'intervention en travail social* » : les méthodes américaines : casework, group work, community organisation, et ajouté ensuite la « méthodologie de projet », en gardant aussi la formation des cadres, la formation des superviseurs et l'initiation à la recherche psychosociale. Jacky BEILLEROT enseignant à l'université des Sciences de l'Education de NANTERRE a été recruté comme l'un des formateurs dans la formation des superviseurs de l'école ainsi que Hervé DROUARD sociologue ; nous avons aussi été soutenues par plusieurs autres professeurs d'université et enseignants vacataires dans notre école.

C'est donc dans cette période de 1972 qu'après le vote de la loi sur la formation continue, nous est venue l'idée de réunir tous les centres de formation continues et supérieures des écoles pour valoriser et reconnaître nos formations par un ou des diplômes correspondant par leurs niveaux aux grades universitaires existants ; cela afin d'être en mesure de supporter la concurrence avec les formations continues et supérieures des universités qui augmentaient et de conserver la richesse des « savoirs professionnels » du « service social » en général et notamment ceux qui venaient des universités américaines. Ce projet a commencé par la création du Comité de Liaison des Centres de Formations Continues et Supérieures en 1973 qui a réalisé et construit le programme du Diplôme Supérieur en Travail Social (DSTS) et l'a fait reconnaître par le ministère des affaires sociales de l'époque et ensuite par les universités qui ont bien voulu y coopérer comme la section « Sciences de l'Education » de l'université de NANTERRE en contrat avec l'École des Surintendantes. La création du DSTS est réalisée en 1978¹ et reconnue au niveau Maîtrise par les services concernés du Ministère de l'Education Nationale. Je suis devenue présidente de ce comité

¹ LEPLAY Eliane « La création du DSTS le 14 novembre 1978 : pourquoi et comment ? » *Forum* n° 152 septembre 2017

de liaison en 1978 et c'est à ce titre que j'ai été invitée à être membre du « Conseil Supérieur du Travail Social » jusque dans les années 80 et début 90.

Atour de la réforme du DEAS de 1980

En 1980 a eu lieu une nouvelle lutte qui concernait la réforme du DEAS organisée à l'initiative de la « direction des professions sociales » au Ministère des Affaires Sociales. Un rapport nous a été présenté estimant que les assistantes sociales devraient à l'avenir centrer leurs activités principalement, sinon uniquement, sur « l'accès aux droits sociaux ». La réforme de 1962 qui avait introduit les méthodes américaines du travail social dans le programme du DEAS et étendu les enseignements des sciences sociales, devrait laisser la place aux enseignements des activités permettant principalement « l'accès aux droits sociaux ». Personne n'a jamais su sur quoi était fondée cette position, sachant que pour les formateurs, certes l'accès aux droits sociaux est très important et les assistantes sociales s'en occupent souvent, mais de là à dire que leur profession se contente de cette seule mission est tout à fait contraire à la culture professionnelle française et internationale.

Le Comité National des Ecoles de Service social (CNESS) s'est mobilisé pour élaborer un projet de réforme qui, en aucun cas, reposerait sur le projet du ministère qui voulait aussi beaucoup augmenter la durée des stages et réduire les enseignements théoriques des sciences sociales et humaines et l'enseignement des méthodes du Service Social ; il s'opposait aussi au mémoire d'initiation à la recherche que nous voulions introduire comme pour la licence à l'université à Bac +3. Un groupe de travail du CNESS, auquel j'ai participé, composé de formateurs et de quelques experts, a été chargé d'élaborer un contre-projet correspondant aux expériences et exigences professionnelles qui étaient les nôtres. Jeanine GROSJEAN, présidente du CNESS, et Eliane LEPLAY, présidente du Comité de Liaison et membre du groupe de travail du CNESS, ont été désignées ensuite par les écoles pour négocier la réforme avec le Ministère sur la base du projet de programme des études élaboré collectivement et voté à l'unanimité des écoles membres du CNESS.

Mr RAFFI, sous-directeur des professions sociales au Ministère des affaires sociales, chargé de diriger la réforme, a réuni un groupe de travail à ce sujet, composé de directeurs de services employeurs d'assistantes sociales, de l'ANAS et d'autres associations concernées comme le CNESS et de représentant des syndicats ...etc. Le combat a été long et violent moralement: il y a eu plusieurs grèves, plusieurs manifestations dans la rue pour empêcher la réforme initialement voulue par le ministère et inacceptable par les écoles ; la négociation a duré très longtemps et le Directeur des affaires sociales a fini par accepter l'essentiel du projet du CNESS et, quelque temps après la signature de la réforme, le sous-directeur des professions sociales a été remplacé par un nouveau sous- directeur Mr THIERRY qui s'est montré beaucoup plus compréhensif.

La question de la recherche en travail social

De 1982 à 1989 le Comité de Liaison des Formations permanentes et supérieures a travaillé sur les questions de la recherche en travail social au cours de ses trois Colloques de 1982

1983 et 1989² qui aboutiront au premier livre français sur la recherche en travail social en 1989³. Il se trouve que Mr Michel THIERRY a été invité à ces colloques et s'est montré compréhensif ; c'est lui qui ensuite a mené les négociations avec les services de l'Education Nationale pour la coopération entre les écoles de travail social et les universités : son nom apparaît clairement dans le document du Conseil Supérieur du Travail Social (CSTS) du 15 Juillet 1992 où il exprime son soutien à une politique de coopération entre les écoles de Travail Social et les Universités. Encore fallait-il l'accord des services du Ministère de l'Education Nationale, réticent au début.

Le Travail social ne peut pas être une discipline reconnue par l'université sans être fondée sur de la recherche : que serait la médecine sans la recherche ? Que seraient les activités physiques et sportives sans la recherche ? Ce sont les mêmes acteurs qui ont mené la bataille pour la réforme du DEAS qui ont repris le combat qui s'est élargi à l'ensemble des écoles de service social dans les années 1990-1992 et jusqu'à aujourd'hui, année de la réalisation pleine et entière pour tous les DEAS y compris les plus anciens et pour tous les métiers du travail social à Bac +3

Il ne faudra jamais oublier que tout ce qui vient d'être dit n'aurait pas pu exister de cette manière si, juste après et, même parfois pendant la guerre de 1939-1945, des enseignantes du Social Work américain⁴, n'avaient pas eu le courage de venir en France et en Europe et de former des assistantes sociales pour venir en aide aux familles persécutées et aux enfants orphelins juifs.

L'OSE (Œuvre du Secours aux Enfants) a pris beaucoup de risques pour les enfants ; il a aussi beaucoup contribué au développement⁵ et à l'enseignement des méthodes américaines du travail social ainsi que toutes les assistantes sociales françaises qui sont parties se former aux USA, après la Libération surtout dans les années 50 et suivantes.

² Comité de Liaison des Centres de Formation Permanente et Supérieure en Travail Social 1983 *La recherche en travail social*, Paris, Actes du colloque

Comité de Liaison des Centres de Formation Permanente et Supérieure en Travail Social 1984 *La recherche en travail social* Paris Actes du 2^e colloque

Comité de Liaison des Centres de Formation Permanente et Supérieure en Travail Social 1987 *Produire les savoirs du travail social* Paris Actes du 3^e colloque de la recherche en travail social

³ DUCHAMP Michel, BOUQUET Brigitte, DROUARD Hervé 1989 *La recherche en travail social* Paris Centurion collection Travail social 183 p.

⁴ C'est notamment le cas à l'Ecole Paul Baerwald, école de service social, créée à Paris en 1948, financée par des organisations juives nord américaines. Les professeurs de cette école provenaient tous des Etats Unis. Les cours étaient donnés en français et des formations au case work étaient aussi organisée pour des assistantes sociales en exercice.

⁵ Dans le dictionnaire biographique du service social (www.cedias.org) on peut lire la biographie de Vivette Samuel, qui fut directrice de l'OSE et a beaucoup contribué à la diffusion des méthodes de service social.

Nous devons remercier aussi :

L'Office Européen des Nations Unies qui, dans les années 1950 et 1960, a encouragé les directrices et directeurs des écoles de travail social de tous les pays européens, pour faire profiter leurs étudiants de ces savoirs théoriques et pratiques dont nous avons bénéficié.

Merci aussi aux directeurs et directrices des écoles de service social de cette époque, qui ont su répondre à cet appel.

Mais le combat ne sera terminé que lorsque la recherche en travail social sera davantage reconnue dans ses spécificités et mieux financée comme telle en France.

Eliane LEPLAY 12 avril 2020



Liste des dossiers publiés dans Info GREHSS et accessibles sur le site www.grehss.fr :

- Info GREHSS n° 12 15 /10/2018 « Lettre d'une directrice d'école aux parents d'élèves mai 1968 »
- Info GREHSS n° 13 20/12/2018 « Organisation de la conférence internationale de service social 1928 »
- Info GREHSS n° 14 15/03/2019 « Marie Thérèse Vieillot sur la réforme du DEAS de 1938 »
- Info GREHSS n° 15 06/05/2019 « Ecole de formation sociale 1910-1911 »
- Info GREHSS n° 16 05/07/2019 « Sur le syndicat CGT des assistantes sociales 1946 »
- Info GREHSS n° 17 25/09/2019 « Ecole d'Action sociale 1931»
- Info GREHSS n° 18 10/01/2020 « Besoins et tendances du service social rural »
- Info GREHSS n° 19 30/03/2020 « Histoire de la formation des assistantes sociales à Nantes »
- Info GREHSS n° 20 15/06/2020 « Mobilisations des assistantes sociales de 1989 à 1992 »
- Info GREHSS n° 21 22/10/2020 « Assistante sociale de PMI à Saint Nazaire »
- Info GREHSS n° 22 15/12/2020 « Activités sociales à la Poste au XX^e siècle »
- Info GREHSS n° 23 03/02/2021 « Soutenance de la thèse de Patrick Lechaux sur le système de formation des travailleurs sociaux »
- Info GREHSS n° 24 08/04/2021 « Un asile champêtre : le Pavillon Pasteur au Petit Arbois »
- Info GREHSS n° 25 08/06/21 « Plaidoyer pour une vraie définition du service social »

Activités du GREHSS

Rencontre avec PRISME

Depuis quelques temps nous souhaitons avoir un échange avec l'association PRISME. PRISME est un réseau national de professionnels de la documentation exerçant dans le secteur des sciences sociales et de l'action sociale. Une dizaine de commissions organisent la production mutualisée de nombreux outils documentaires et offrent un service conséquent à plus de 31.000 usagers en travail social. La rencontre – par visioconférence – s'est déroulée le lundi 28 juin. PRISME était représentée par sa présidente Dorina HINTEA et le GREHSS par Nathalie BLANCHARD et Henri PASCAL. L'objectif de cette rencontre était d'explorer les possibilités de coopération entre nos deux associations. Des pistes d'activités communes ont été élaborées ; lors d'un prochain échange prévu en septembre, elles pourront être concrétisées.

Des biographies rédigées

Depuis mars 2021, la publication du dictionnaire biographique du service social est à l'arrêt sur le site du CEDIAS. Nous recherchons activement une solution pour reprendre et poursuivre sa publication. Mais cette situation n'a pas ralenti l'écriture de nouvelles biographies. A ce jour, aux 59 biographies sur le site, s'ajoutent aujourd'hui 10 biographies rédigées et prêtes à être publiées. Ce sont les suivantes :

COTTENCEAU Gaby 1924-2001

Née en 1924, Gaby Cottenceau fait ses études à l'Ecole Normale Sociale (Paris), passe le diplôme d'infirmière en 1958 et celui d'assistante sociale en 1960. Elle part en 1963 en Algérie où elle commence à travailler dans un centre médico social d'Hussein Dey puis exerce dans plusieurs institutions. Après sa retraite en 1977, elle continue à résider en Algérie où elle décède en 2001.

CRAPUCHET Simone Louise 1916 – 2012

Née à Le Bouscat le 25 octobre 1916, Simone Crapuchet, fait des études d'infirmières à l'école Nightingale de Bordeaux puis d'assistante sociale. Partant en 1941 à Madagascar elle commence une activité professionnelle qui l'amènera dans plusieurs pays d'Afrique et qu'elle poursuivra comme expert de l'ONU dans de nombreux pays. Elle collabore avec Yvonne Knibliehler à l'histoire du service social et participe au développement des sciences sociales dans la formation et la pratique du service social. Elle fut présidente de la Fédération des travailleurs sociaux.

DESTRUEL Marie Louise 1891 – 1978

Née le 28 octobre 1891, Marie Louise Destruel est active à l'ENS (Paris) de 1916 à 1919, elle revient à Lyon où elle est active dans les syndicats féminins et à l'Union Féminine Civique et Sociale. En 1933 elle participe à la création à Lyon de l'Ecole de Service Social du Sud Est (ESSSE) dont elle prend la direction l'année suivante et la conservera jusqu'au début des années 1960.

DROUARD Hervé (1933 -)

Né le 12 avril 1933, à Conquereuil en Loire Inférieure (devenue Loire Atlantique en 1957), animateur, sociologue, formateur en école de service social de 1980 à 1993, Hervé Drouard, théoricien de la recherche en travail social (RETS), est fondateur en 1993 de l'association AFFUTS (Association Française pour des Formations Universitaires en Travail Social) rédacteur en chef de Forum (revue de la recherche en travail social) de 1989 à 2002, militant pour la création de la chaire en travail social au CNAM

FARNOUX Yvette née BAUMANN (1919-2015)

Née le 17 octobre 1919 à Paris (9ème), décédée le 7 novembre 2015 à Vanves (Hauts-de-Seine). Assistante sociale au commissariat à la lutte contre le chômage à Lyon de 1941 à 1944; juive, résistante, déportée à Auschwitz ; co-fondatrice de l'association Revivre en 1945, puis fondatrice de l'association « Mémoire des Déportés et des Résistants d'Europe » en 1989. Grand-croix de la Légion d'honneur, elle a reçu les honneurs militaires en décembre 2008.

MANUELLAN Marie Jeanne née VACHER (1928-2019)

Née en 1928 en Corrèze, après avoir effectué ses études d'assistantes sociales à l'École de la Sécurité Sociale (Paris), Marie Jeanne Manuellan commence sa carrière professionnelle à Tulle. En 1957, elle part avec son mari en Tunisie, qui vient d'accéder à son indépendance. Elle travaille comme assistante sociale dans le dispensaire d'un bidonville puis dans le service psychiatrique d'un hôpital de Tunis. Ce service est dirigé par Frantz Fanon. Celui-ci lui dicte deux de ses ouvrages fondamentaux. A l'indépendance de l'Algérie, Marie Jeanne Manuellan s'installe à Alger où elle exerce comme professeur dans un lycée. En 1967 Marie Jeanne et son mari quittent l'Algérie et s'installe à Paris, où Marie Jeanne continue à exercer comme professeur.

SALOMON Andrée née SULZER 1908 – 1985

Née en 1908 dans le Haut Rhin, Andrée Sulzer s'investit d'abord dans les mouvements de jeunesse juifs, puis, après son mariage avec Tobie Salomon, elle participe à l'action de plusieurs organisations humanitaire juives. Elle participe à l'aide aux réfugiés juifs allemands après la « nuit de cristal ». A partir de 1939, son histoire devient celle de l'OSE. De Montpellier à Marseille, puis sur tout le territoire, elle organise le sauvetage des enfants juifs. Sous l'occupation, puis après, elle organise le service social de l'OSE. Elle émigre en Israël en 1970 ; en 1985 elle décède à Jérusalem.

SPITZER Olga née Wolfsohn (1882-1971)

Née le 5 novembre 1882 Olga Spitzer a largement contribué au développement de la protection de l'enfance. Outre son soutien à diverses œuvres, elle a été la fondatrice, en 1923, de l'association « Service social de l'enfance en danger moral ». Cette association a profondément marqué les politiques de protection de l'enfance qui suivront sa création.

VORMUS-PAUCKERT Denise 1921- 2007

Née le 1er avril 1921 Denise Vormus-Pauckert a fait une grande partie de sa carrière d'assistante sociale à l'OSE (Œuvre de secours aux enfants). Elle y rentre à 21 ans, et y reste jusqu'à sa retraite, avec une interruption d'une dizaine d'années aux Etats-Unis. Elle se forme sur le tas à Marseille d'abord au centre médicosocial, puis à Limoges et à Lyon. Son

parcours illustre le travail d'une assistante sociale engagée pendant la Seconde guerre mondiale, travail d'assistance aux familles réfugiées, puis de sauvetage des enfants juifs.

WEIL-SALON Nicole 1915 -1943

Née à Lisieux en 1915 morte à Auschwitz en 1943, Nicole Veil effectue des études d'assistantes sociales à l'Ecole des Surintendantes. Elle commence à exercer dans des centres sociaux parisiens avant de partir à Marseille où, en 1941, elle est assistante sociale du dispensaire de l'OSE. Elle est active dans le sauvetage des internés juifs du Camp des Milles. Après l'occupation de la zone sud par l'armée nazie, elle se replie avec l'OSE à Limoges où elle participe au sauvetage des enfants. Elle est arrêtée le 24 octobre 1943 puis, après un temps de détention à Drancy, elle est déportée par le convoi n° 62 vers Auschwitz.

Recensement dossiers et articles d'Informations Sociales

Après la publication de la troisième édition de notre Bibliographie sur l'histoire du service social, nous avons entrepris de recenser les dossiers et articles sur le service social publiés dans la revue *Informations Sociales*. Ces articles et dossiers ont été relativement nombreux de 1947 (date de création de la revue) au milieu des années 1980. Pendant toute une période, de 1950 à 1969, *Informations Sociales*, revue de l'UNCAF, était publiée avec le concours du Comité d'entente des écoles françaises de service social, de l'Association Nationale des assistantes sociales, du Comité français de service social et, jusqu'en 1965, de la Fédération internationale des travailleurs sociaux. Vous pouvez recevoir ce recensement des dossiers et articles en le demandant au GREHSS (greh.servicesocial@orange.fr).



Vie de l'association

Le 16 octobre prochain le GREHSS aura cinq ans. C'est en 2016, lors de son assemblée générale, que l'Association Provençale pour la Recherche en Histoire du Travail Social (APREHTS) s'est transformée en une association nationale : le Groupe de Recherche en Histoire du Service Social (GREHSS). Au cours de ces cinq ans, le GREHSS a pu lancer le dictionnaire biographique du service social, a publié des témoignages, des documents et des travaux de recherche, notamment avec la revue *Les Temps du Social*. Le bulletin *Info GREHSS* a largement et régulièrement fait connaître ses activités. Aujourd'hui il s'agit de franchir une nouvelle étape de développement en mobilisant un plus grand nombre de ses adhérents dans les activités associatives. Et nous invitons les lecteurs d'Info GREHSS à nous rejoindre et à participer à nos activités.



Décès d'Hélène MASSA

Pascale LAFOSSÉ, Présidente, et les membres de l'Association Nationale pour le Travail Social avec des Groupes et des Interventions Sociales Collectives (ANTSG) ont la tristesse de vous faire part du décès de leur Présidente d'Honneur, fondatrice de l'Association en 1981,

Hélène MASSA
née le 18 Juin 1923 à Paris

Elle s'est éteinte paisiblement le 16 Juin 2021 à Paris dans sa 98ème année.

Assistante de Service Social diplômée en 1945, elle exerce sa profession durant 10 ans en France, tout d'abord au Ministère des Prisonniers, des déportés et rapatriés puis au service social inter-entreprise du bâtiment et des travaux publics de la Région Parisienne. Elle rejoint ensuite le continent Africain et occupe durant deux ans un poste en Côte d'Ivoire à l'Office Territorial de la Main d'œuvre puis, pendant 7 ans, exerce chez Péchiney en Guinée.

Dans les années 1960, elle se forme à la méthodologie du Travail Social avec les Groupes à l'Université Mac Gill de Montréal au Québec et à l'Université Columbia de New York aux USA.

A son retour en France, au début des années 1970, elle favorise la formation à cette pratique dans plusieurs écoles de travail social. Elle initie et développe jusqu'à son départ à la retraite en 1987, une formation longue sur la méthodologie du Travail Social avec les Groupes au sein de l'Institut de Travail Social et de Recherches Sociales de Montrouge. Cette formation, suivie par des travailleurs sociaux en activité professionnelle, est dispensée dans le cadre du dispositif de la formation permanente des salariés.

Les obsèques d'Hélène MASSA ont eu lieu le 24 Juin 2021 en l'Église Saint François Xavier à Paris en présence de sa famille, de ses amis et de membres de l'ANTSG. Elle repose dans le caveau familial à LARDIERES dans l'Oise



Du côté de l'histoire du travail social

Sur l'IGAS et son histoire

« Peu de Français connaissent la façon dont s'élaborent les politiques sociales : sur la base de quelles études et expertises le gouvernement engage-t-il des réformes dans ce vaste domaine, pour réduire les inégalités sociales, ou pour faire évoluer notre système de santé ? L'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) tient un rôle important dans l'élaboration des politiques, en réalisant des missions de contrôle, d'audit, d'expertise et d'évaluation, et en conseillant les pouvoirs publics.

Après un aperçu historique sur l'origine de la fonction d'inspection dans le domaine social, cet ouvrage retrace l'évolution des politiques sociales depuis 30 ans à travers les missions effectuées par l'IGAS sur des sujets cruciaux pour les citoyens : emploi, travail et formation

professionnelle, sécurité sociale, mais aussi aide sociale, santé publique et santé-environnement...

Au gré de son besoin d'information, le lecteur peut ainsi cheminer d'une mission sur les SDF à un rapport sur l'égalité professionnelle femmes-hommes, en passant par l'analyse de la gestion des pics de pollution de l'air ou des politiques d'aide à l'enfance.

Les missions analysées démontrent toute la richesse des méthodes de travail de l'IGAS, entre enquêtes de terrain, évaluation des politiques publiques, audit et contrôle, et l'engagement des inspectrices et inspecteurs dans les thématiques sociales.

Les professionnels du social, médico-social et sanitaire, les candidats aux concours d'administration (ENA, EHESP, EN3S), les étudiants en sciences politiques, droit, économie, histoire et sociologie bénéficient ainsi d'une vue unique sur les politiques sociales et leur évaluation au fil du temps. » (Présentation par l'éditeur)

GIORGI Dominique 2021 *Histoire des politiques sociales 30 ans d'expertise de l'IGAS* Rennes Presses de l'EHESP Coll. Références santé social 240 p.

Hospice de Vaugirard

« L'étude de l'hospice de Vaugirard offre un éclairage supplémentaire sur la structure hospitalière parisienne en pleine forme à la veille de la Révolution française. Elle dévoile l'histoire de la première institution hospitalière dédiée aux enfants malades et aux femmes enceintes atteints de syphilis. Elle montre que la prise en charge de cette "syphilis innocente" passe par une petite initiative d'abord privée qui est rapidement rattachée à un hôpital public parisien dédié aux enfants trouvés pour finir englobée dans un grand hôpital entièrement destiné à tout malade vénérien. Elle permet de comprendre que cet hospice est à la convergence des expériences d'allaitement artificiel, de la lutte contre la fièvre puerpérale. Cet ouvrage tente aussi de donner les contours sociaux de ce personnel administratif et médical comme de cette population enfantine et féminine syphilitique hospitalisée pour en déterminer leurs origines, leur résidence, leur profession. » (présentation par l'éditeur)

Gersende Piernas 2021 *Hospice de Vaugirard* Valenciennes Presses Universitaires de Valenciennes 550 p.

Des professionnels de la jeunesse

« La catégorie des « professionnels de la jeunesse » ou de « travailleurs de jeunesse », pour reprendre la traduction française de youth worker utilisée au niveau européen, s'est progressivement constituée au milieu du XIXe siècle. Actuellement, sous l'effet des transformations des normes de gestion de l'action publique et de la diversification des modalités d'instrumentation des questions de jeunesse, les frontières de cette catégorie apparaissent relativement incertaines. Elles sont à la fois définies par des secteurs d'intervention (social, socio-éducatif, éducation, insertion, justice, etc.), par des destinataires (adolescents, jeunes, jeunes en difficultés, jeunes placés, etc.) ou encore par des institutions, des dispositifs publics ou des initiatives associatives. Cet ouvrage collectif réunit des contributions qui s'intéressent à des professionnels intervenant auprès des jeunes dans des secteurs variés et analysent leurs caractéristiques, leurs parcours, leurs activités ou

encore leurs contextes professionnels. Il offre une connaissance transversale d'un monde professionnel fragmenté. » (présentation de l'éditeur)

BECQUET Valérie 2021 *Des professionnels pour les jeunes. Sociologie d'un monde fragmenté* Nîmes Editions Champ Social Coll. Questions de société 278 p.

L'enfant et l'asile au XXe siècle

C'est le thème du dossier de la Revue d'histoire de l'enfance irrégulière (RHEI) de septembre 2021. Comme l'indique Jean Christophe Coffin et Anatole Le Bras dans leur introduction au dossier «*Le parti pris de ce numéro est de faire passer au premier plan les structures institutionnelles trop souvent reléguées à l'arrière plan des histoires de la psychiatrie infantile, sans se limiter à l'étude des institutions considérées comme pionnières ou emblématiques* ». Au fil des 10 articles de ce dossier on passe par plusieurs moments et plusieurs pays, depuis la France en passant par Madagascar, l'Italie, la Suisse et le Danemark. Dans ce même numéro un intéressant article de Régis Revenin sur «*la « fabrique » des garçons. Hétérosexualité, jeunesse et masculinité dans le Paris populaire des années 1960* ». Comme dans les numéros précédents, on peut lire également plusieurs comptes rendus d'ouvrages sur le thème du dossier ainsi qu'un large recensement des travaux récents.

Revue d'histoire de l'enfance irrégulière n° 23 septembre 2021 Presses Universitaires de Rennes

La Lettre du CNAHES

Le numéro 64-65 de la « Lettre du CNAHES » a été publié en juin dernier. Dans ce numéro on peut lire un article sur l'histoire de la formation d'éducateurs spécialisés à Lyon. Le premier centre de formation, l'IFES, a été créé en 1943 sous l'égide de l'ARSEA et le deuxième Recherches et Promotion en 1969. Aujourd'hui ces deux centres sont regroupés dans l'ARFRIPS. Le supplément à ce numéro est consacré aux archives de l'association Foyer Duquesne à Dieppe, fondé en 1965.

CNAHES 63 rue Croulebarbe 75013 Paris info@cnahes.org

Des archives de la Ligue internationale de l'éducation nouvelle

Dans le numéro de juin de ADAJEP INFO un long article sur les archives de la Ligue internationale de l'éducation nouvelle, fondée en 1921. Ces archives ont été déposées aux Archives Nationales, site de Pierrefitte. Dans ce même numéro des informations sont données sur les archives d'associations sur l'environnement et les terrains d'aventure ainsi que sur l'Union des Jeunesses musicales de France. Des fiches sur la gestion des archives des associations sont présentées.

ADAJEP PAJEP adajep-pajep@gmail.com



ANNONCE :**L'ANAS**

► avec la collaboration de l'Institut du Travail Social Pierre Bourdieu de Pau et des anciennes adhérentes de l'association MARS (Mouvement des AS pour la Reconnaissance du travail Social)

► organise le 9 octobre 2021 à Pau une journée d'étude sur :

« Assistant·e de service social : combats passés, présents et à venir... Qu'en est-il aujourd'hui de l'engagement »

La journée se déroulera à l'Institut du travail social Pierre Bourdieu

Le programme de cette journée a été envoyé, le 30 août dernier, à toutes les lectrices et tous les lecteurs d'Info GREHSS. Vous pouvez également le consulter sur le site de l'ANAS (www.anas.fr).

**Info GREHSS est le bulletin du Groupe de Recherche en Histoire du Service Social (GREHSS).
Il paraît cinq fois par an.**

Responsable de publication : Henri PASCAL président du GREHSS

Adresse postale :

GREHSS Cité des Associations

boîte postale n° 192

93 La Canebière 13001 Marseille

Adresse mail : greh.servicesocial@orange.fr site : www.grehss.fr

Bulletin d'adhésion

Le GREHSS a pour seule ressource financière les cotisations de ses adhérents. Si vous pensez que ce que fait le GREHSS est utile à l'histoire du service social, soutenez son action en adhérent ou en ré-adhérent et éventuellement en faisant un don. Sur le site www.grehss.fr vous trouverez des informations nombreuses sur l'activité du GREHSS.

Nom:.....

Prénom:.....

Adresse:.....

.....

.....

Mail:.....

Téléphone:.....

Activité professionnelle:.....

Adhère au GREHSS : 20 €

Dons.....

Total

Règlement

- soit par chèque à l'ordre de GREHSS à envoyer à : GREHSS Cité des Associations
Boîte aux lettres 192 93 La Canebière 13001 Marseille
- soit par virement à Groupe d'étude sur l'histoire du service social
IBAN FR76 1460 7000 6506 5195 0966 705 (et envoyer le bulletin d'adhésion soit à l'adresse postale du GREHSS soit à son adresse mail greh.servicesocial@orange.fr)